

La macronésie, c'est droit dans le mur !

Le Président et son aréopage gouvernent tête haute. Pétris de certitudes, convaincus que leurs prédécesseurs n'ont pas su aller assez loin dans « les réformes indispensables à la France », persuadés que le moment du grand bond est arrivé. Jamais ils ne se demandent si d'autres voies seraient plus propices. Leur frénésie de réformes est confortée par un Parlement béat. Tout passe à la moulinette gestionnaire ou sous le prétexte de l'Etat d'urgence : le statut des fonctionnaires, le baccalauréat, la protection des salariés, le droit d'asile, l'hôpital public, la démocratie locale, le droit à l'esprit critique, l'Ecole républicaine, etc. Tant pis si l'on se trompe sciemment de problème dans ce fourre-tout vertigineux.

En fait, la macronésie est un trompe-l'œil : sous couvert d'un discours sur la modernisation du pays qui souffrirait d'innombrables archaïsmes, il s'agit d'assurer la perpétuation de l'ordre néolibéral. Les objectifs : libérer le marché, amaigrir l'Etat, rembourser la dette ; on connaît l'antienne. L'essentiel de la « modernisation » ne sera pas supporté par les riches au nom de la très fausse « théorie du ruissellement », les possédants doivent conserver leur capacité d'investir dans le redressement économique du pays, ce dont tout le monde profitera... Vraiment ? Comme la volonté des gouvernants se heurte aux résistances sociales, qui expliquent le manque d'audace des prédécesseurs, l'arsenal coercitif va être renforcé. Certains y voient le rétablissement de l'autorité présidentielle, d'autres, plus avisés, y voient un danger pour les libertés individuelles et collectives. L'invention du « Service universel obligatoire », pour tous les jeunes dans les trois ans qui précèdent leur majorité est édifiant. Pourquoi ne pas créer un service civique général pour les sensibiliser à la responsabilité citoyenne et aux enjeux de notre époque, à commencer par l'écologie ?

L'Histoire nous enseigne que les réformes les plus dures sont précédées de neutralisation des résistances par la contrainte ou la persuasion. Oui, le transport ferroviaire en France pose problème. On tente de persuader l'opinion publique que c'est le statut des cheminots qui empêche de le régler. Chacun sait que ce sont les stratégies en matière de transport depuis quarante ans qui sont responsables de l'endettement de la SNCF et du délabrement du réseau secondaire. La suppression du statut des cheminots n'y changera rien. Elle facilitera la poursuite de l'abandon de « lignes non rentables » au profit du transport routier plus polluant. Au chapitre de la persuasion, l'exemple révélateur est la réforme du système éducatif, englobant le nouveau bac et l'accès des lycéens aux cycles d'études supérieures. La communication gouvernementale est redoutable. Il s'agit de déclarations d'intention dites généreuses auxquelles le public ne peut que souscrire. Pour les mesures concrètes, on attendra. L'Ecole à deux vitesses a encore de beaux jours devant elle.

Le plus inquiétant: il n'existe chez ces gouvernants à tête haute aucune volonté de remettre en cause les logiques mortifères qui ont conduit à la crise écologique. Au contraire, elles vont être renforcées par la libéralisation des forces de l'économie et le maintien du culte de la croissance. Bien sûr, quelques gages sont donnés, comme l'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Ne soyons pas dupes : ce renoncement doit plus à la nécessité de conserver Nicolas Hulot comme caution écologique, qu'à une analyse objective de l'inanité de ce projet aéroportuaire. La « guerre au réchauffement climatique » demandera plus d'efforts. Actuellement on ne réalise l'isolation thermique des logements anciens que pour 16000/an. Il faudrait multiplier ce chiffre par 40 pour satisfaire les engagements de la COP21. Les climatologues nous disent le peu de temps pour prendre les décisions fortes empêchant « l'emballement climatique ». Force est de constater que nos gouvernants nous emmènent, tête haute, mais tête baissée, tout droit vers le mur fatal.

Dr Bruno Bourgeon, président d'AID

D'après « La Gauche Cactus »